

6 décembre 2007 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Point de presse conjoint de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et de Mme Angela Merkel, Chancelière de la République fédérale d'Allemagne, sur la construction européenne, l'Union de la Méditerranée, le nucléaire iranien, la Chine et sur les élections en Russie, à Paris le 6 décembre 2007.

Mesdames et Messieurs, bonjour, bienvenue,

Je voudrais vous dire combien la France est heureuse de recevoir la Chancelière Angela MERKEL, que j'ai tenu d'abord à féliciter pour l'attribution du prix Charlemagne. C'est un prix extrêmement prestigieux qui vient couronner une Présidence allemande remarquablement réussie. Je serai très heureux d'être aux côtés de la Chancelière lorsqu'elle recevra ce prix en Allemagne. Naturellement, nous espérons que la Présidence française au second semestre 2008 sera aussi utile pour l'Europe que la Présidence allemande l'a été au premier semestre 2007.

Nous avons eu, la Chancelière et moi, une discussion très approfondie sur les principaux sujets européens. La préparation de la Présidence française a été au coeur de nos entretiens. J'ai dit à Angela combien la France souhaitait associer son expérience à la Présidence française pour que, vraiment, nous travaillions en tandem et en parfaite collaboration. Vous savez qu'il nous reviendra -à la Présidence française- de conduire la négociation de ce que l'on appelle le "paquet climatique", et nous le ferons bien sûr ensemble.

Dans l'immédiat, nous avons décidé que la France et l'Allemagne feraient une proposition commune s'agissant de la directive sur le marché intérieur de l'électricité et du gaz d'ici à la fin du mois de janvier. Par ailleurs, il reviendra à la Présidence française de préparer la mise en oeuvre du traité, qui doit entrer en vigueur, s'il est ratifié, le 1er janvier 2009.

Nous voulons également saisir l'occasion de la Présidence pour progresser sur un domaine essentiel, qui est celui de l'immigration. L'Europe doit se doter d'un cadre politique global, ce que nous appelons un pacte européen de l'immigration.

Enfin, la relance de l'Europe de la défense sera l'un des objectifs de la Présidence française.

Nous avons proposé que le prochain Blaesheim, entre Allemands et Français, ait comme thème la défense. Par ailleurs, le prochain conseil des ministres franco-allemand aura comme thème "la question du climat, de la recherche sur les énergies renouvelables et la politique environnementale". Nous avons fait un tour d'horizon de la situation internationale, que nous allons poursuivre après la visite de l'exposition "Courbet", puisque nous allons travailler au restaurant, ensemble. Cela sera l'occasion pour nous d'aborder d'autres éléments de la situation internationale, si ce n'est que nous avons d'ores et déjà évoqué ensemble la question du Kosovo pour nous réjouir de positions extrêmement proches entre l'Allemagne et la France.

Je voudrais redire à Angela mon amitié, ma confiance, et puis, je dois le dire, le plaisir que j'ai à discuter de façon approfondie avec elle de l'ensemble des dossiers internationaux et européens.

LA CHANCELIERE - Merci beaucoup. J'aimerais vous remercier de votre hospitalité et de l'échange très approfondie que nous avons pu mener. La France nous a soutenus pendant notre

Présidence de l'Union. Elle nous a notamment aidés à aboutir à un nouveau traité. C'est la raison pour laquelle, pour notre part, nous soutiendrons la France lors de sa Présidence. Sur les questions de climat et d'énergie, nous sommes tout à fait sur la même ligne. Nous ferons avancer ces dossiers au conseil. Je me réjouis que le prochain conseil des Ministres franco-allemand se penche sur les questions de climat et d'environnement. En Allemagne, nous nous sommes occupés d'intégration. La preuve est faite que choisir un temps fort, un thème fort pour un conseil des Ministres franco-allemand, c'est vraiment une bonne formule. Nous travaillerons étroitement ensemble sur la politique européenne de sécurité et de défense, qui sera une des grandes priorités de la Présidence française. Cette Présidence interviendra à un moment particulièrement intéressant, c'est-à-dire au moment où il faudra préparer la mise en oeuvre du nouveau traité. Ceci apportera beaucoup de nouveautés pour la politique étrangère et de sécurité. Nous serons aux côtés de la France pour permettre la mise en oeuvre rapide de ce traité, parce qu'en matière étrangère, il faut savoir aller vite. Nous continuerons également à travailler ensemble sur toutes les questions de la mondialisation, des intérêts européens, ce que nous avons déjà fait avec un document commun avec la Grande-Bretagne sur les marchés financiers. Nous allons poursuivre sur cette voie. Je me réjouis aussi que nous sortions du Palais de l'Élysée, cette fois-ci. C'est très beau le Palais de l'Élysée, bien sûr, mais je me réjouis que nous allions à une exposition et que nous ayons la possibilité, au cours du dîner, de refaire un tour d'horizon international.

LE PRESIDENT - On va prendre quelques questions. Allez-y.

QUESTION - Monsieur le Président, est-ce que vous avez trouvé une espèce de compromis pour surmonter vos divergences sur l'Union méditerranéenne ?

LE PRESIDENT - Ecoutez, je ne pense pas qu'il y ait divergence sur l'Union méditerranéenne. On a une réflexion qui doit être convergente. Qu'est-ce que je dis ? Il faut que la rive nord et la rive sud de la Méditerranée apprennent à travailler ensemble pour porter un projet d'union, de réconciliation. Un projet concret.

Que dit Mme MERKEL? Enfin, elle le dira mieux que moi. De ce que j'en ai compris, c'est que la question de la Méditerranée implique tous les pays d'Europe. Et que donc, les pays d'Europe qui ne sont pas riverains de la Méditerranée veulent pouvoir aider à l'établissement d'une zone de paix, d'immigration choisie, de codéveloppement et d'environnement maîtrisé. Ils veulent y participer aussi. Je ne vois pas comment la France pourrait se plaindre que l'Allemagne souhaite, avec d'autres pays d'Europe, participer à un projet parce qu'elle le juge important. Ce serait curieux. Il ne s'agit pas de faire, dans mon esprit, une deuxième Europe. Il y aurait l'Europe continentale et une autre Europe, entre les neuf pays européens méditerranéens.

Nous avons convenu que, par l'intermédiaire de nos Sherpas, nous travaillerons sur une proposition commune visant à associer tous les pays européens qui le voudraient au processus de l'Union de la Méditerranée. Ma seule préoccupation est qu'on aboutisse à un système où il y ait tellement de gens que cela n'empêche pas d'avancer.

Je ne vois donc pas d'opposition mais au contraire une volonté de l'Allemagne de participer pleinement à l'initiative d'Union de la Méditerranée, dans laquelle, parallèlement, je crois beaucoup.

LA CHANCELIERE - Il y a une chose qui différencie la France et l'Allemagne. La France a des longues côtes sur la rive méditerranéenne. C'est un avantage géographique. Nous n'avons pas de côte sur la Méditerranée. Mais pour autant, cela ne signifie pas que nous ne nous intéressons pas à la région méditerranéenne, qui est d'une importance capitale pour l'Europe, pour la paix en Europe, au même titre pour l'Allemagne, que pour la France, que pour les États scandinaves. C'est la raison pour laquelle il faut intensifier la coopération en Méditerranée. C'est pour cela que j'ai dit que l'on soutenait les efforts d'initiative française mais qu'il fallait faire une offre à tous les autres États européens. Je suis très heureuse que nous ayons pu tomber d'accord pour que nos collaborateurs voient ensemble comment cela peut devenir un champ de la coopération européenne. Je n'ai pas dit cela. J'ai dit que si à côté de l'Union Européenne, les États riverains de la Méditerranée devaient constituer une deuxième union totalement distincte de ceux qui ne sont pas riverains de la Méditerranée, alors cela risquait d'être une épreuve dure pour l'Europe

sont pas riverains de la Méditerranée, alors cela risquerait d'être une épreuve dure pour l'Europe, parce que cela pourrait avoir pour conséquence que l'Allemagne se tourne plus vers l'Europe de l'Est, la France plus vers la Méditerranée et le Sud. Je crois que nous devons faire progresser ces deux approches ensemble. Au même titre que la France s'intéresse à une coopération stratégique avec la Russie, l'Allemagne s'intéresse à une approche stratégique avec la Méditerranée. Donc j'ai évoqué ce risque, il ne faut pas que sur la frontière franco-allemande se dessinent les tropismes vers l'est ou vers le sud. Nous en avons parlé et nous allons continuer concrètement à préciser ce que nous avons dit.

QUESTION - Selon un rapport des services de renseignements américains, l'Iran aurait stoppé son programme militaire nucléaire en 2003. Dans ces conditions, jugez-vous possible et souhaitable le vote d'une nouvelle résolution de sanctions contre l'Iran ?

LA CHANCELIERE - Je crois que nous sommes dans un processus et que l'Iran continue à représenter une menace. Ce que le Président iranien dit contre Israël est et reste inacceptable pour l'Allemagne. De plus l'AIEA dit que la coopération de l'Iran en matière d'enrichissement est loin d'être ce qu'elle devrait être. Elle est incomplète, donc il faut que nous continuions à discuter dans le cadre du processus des Nations Unies tout en gardant l'approche européenne qui a deux axes : faire des propositions - Javier Solana a très souvent rencontré les négociateurs iraniens - et parallèlement exiger de l'Iran une coopération totale sur la question nucléaire. Je crois que c'est indispensable pour résoudre de façon diplomatique les problèmes que tout cela pose.

LE PRESIDENT - J'ai exactement la même position que Madame MERKEL que l'on pourrait résumer en deux mots : fermeté et dialogue.

QUESTION - Monsieur le Président, l'Assemblée Nationale aujourd'hui a proposé un plan pour l'Union méditerranéenne. Un plan très précis avec, je cite, un cercle des Chefs d'états et des gouvernements, une assemblée parlementaire, une agence de la Méditerranée pour les projets concrets. Cette Union méditerranéenne aurait comme membres tous les pays de la Méditerranée, bien sûr, mais en plus quelques autres, et l'Union européenne et l'Union arabe. En même temps, ce serait une union qui serait liée à l'Union européenne avec une charte de partenariat. Est-ce que ce sont vos plans pour cette union ? Est-ce que cela va dans votre sens ou est-ce c'est tout à fait autre chose ?

LE PRESIDENT - Je ne sais pas qui a proposé ça.

QUESTION - Votre parlement, aujourd'hui.

LE PRESIDENT - Oui, mais c'est une délibération qui a été votée ? Je ne sais pas, aucun de mes collaborateurs n'a suivi cela et les journalistes français qui sont ici semblent aussi étonnés que moi. Je ne mets pas en cause du tout votre intervention mais si vous pouvez me préciser qui l'a présentée.

QUESTION - Cela s'appelle « les propositions de l'Assemblée Nationale : construire l'Union méditerranéenne ». C'est sur le site internet de l'Assemblée, j'ai le papier ici, vous pouvez le voir si vous voulez.

LE PRESIDENT - C'est signé de qui ? Parce que l'Assemblée Nationale, c'est vaste.

QUESTION - C'est la Commission des Affaires Etrangères qui a proposé ça.

LE PRESIDENT - C'est une contribution intéressante et mais elle ne correspond pas à la proposition que j'ai faite à la Chancelière sur le problème de l'union de la Méditerranée. Le souci de la Chancelière c'est que les pays européens qui le souhaitent, puissent y participer. Ma réponse a été oui.

QUESTION - Monsieur le Président, encore une question sur l'Iran. Est-ce que la proposition française de prendre des sanctions en dehors des Nations Unies pour accentuer la pression sur l'Iran reste valable ou bien est-ce qu'au lendemain du rapport des services secrets américains, cette proposition est caduque ?

LE PRESIDENT - Ecoutez, je pense que ce qui a fait bouger l'Iran jusqu'à présent, ce sont les sanctions et la fermeté. Nonobstant les derniers éléments, chacun est bien conscient du fait qu'il y a une volonté des dirigeants iraniens d'obtenir le nucléaire militaire. Après, on peut dire à quel rythme, pour quelle année, mais la menace existe. Elle a conduit à des sanctions votées par les Nations Unies. Pour qu'il y ait des sanctions votées par les Nations Unies, il faut que tout le

monde dise oui, en tout cas que personne ne pose son veto. Mais si les sanctions étaient votées et si elles ont permis l'amorce d'un dialogue, que par ailleurs la France et l'Allemagne souhaitent, je ne vois pas au nom de quoi, on devrait renoncer à des sanctions alors même que la question de l'accession au nucléaire militaire par les dirigeants iraniens reste posée. Ou alors, que l'on vienne nous dire qu'il n'y a plus de problème. S'il n'y a plus de problème, il n'y a pas de sanction. Apparemment, il y a des problèmes, cela n'empêche pas que nous souhaitons le dialogue, comme l'Allemagne. Mais nous observons que le dialogue, il a été rendu possible par l'expression d'une certaine fermeté, au niveau des Nations Unies. La France souhaite que l'on soit cohérent.

LA CHANCELIERE - Oui, je partage tout à fait cette position. On va continuer. Tout cela a porté ses fruits, cela a convaincu aussi la Russie et la Chine et il faudra que l'on reparle de tout cela mais le processus des Nations Unies et le processus de consultations avec l'Iran sont les deux grands piliers sur lesquels nous continuons à nous appuyer.

QUESTION - Monsieur le Président, vous venez de terminer un voyage, votre quatrième voyage et le premier en temps que Président en Chine. Etes-vous satisfait de ce voyage ? Avez-vous parlé de ce voyage avec Mme la Chancelière ? Avez-vous parlé avec M. HU Jintao ? Mme la Chancelière, il paraît que vous aviez, à ce moment-là, un petit désaccord avec le gouvernement chinois ? Quelle est votre version aujourd'hui sur la relation future sino-allemande et sino-européenne ?

LE PRESIDENT - Je crois pouvoir dire que j'ai été très satisfait de ce voyage. J'en ai rendu compte d'ailleurs à la Chancelière. Nous échangeons par téléphone ou lorsque nous nous voyons, quand même très fréquemment. Nous avons une parfaite identité de vue, identité de vue sur l'importance stratégique de la Chine et le rôle positif que la Chine a joué dans la gestion d'un certain nombre de crises, nous pensons à la Corée du nord et au Darfour. Même vision stratégique sur la question des changes et de la faiblesse du yuan, c'est un sujet sur lequel la Chancelière a manifesté à plusieurs reprises, ses préoccupations. Même vision stratégique sur les problèmes de réciprocité économique entre la Chine et la France et même vision stratégique sur la question des droits de l'Homme, où à la conférence de presse à côté du Président HU Jintao, je lui ai dit combien nous attachions d'importance à ce que la peine de mort soit supprimée, à ce que soit ratifié le pacte des Nations Unies sur les droits civils et politiques et à ce que soit élargi, pour la période post-Olympique, les droits des journalistes. Je crois pouvoir dire que nous avons, sur cette question, vraiment une parfaite identité de vue avec l'Allemagne.

LA CHANCELIERE - Bien entendu que nous avons parlé de cela. Quant au rôle de la Chine, le Président l'a dit, nous sommes tout à fait d'accord avec lui, nous sommes favorables à la politique pour une Chine unie. Nous sommes également favorables à ce que la Chine assume des responsabilités internationales. Bon, entre amis, on peut avoir des divergences de vue par exemple sur la question de savoir si on reçoit ou pas le Dalaï Lama, et bien cela ne doit pas briser une amitié, je suis sûre que l'amitié sino-allemande survivra à cela. Nous souhaitons des bonnes relations avec la Chine, je l'ai dit lors de ma visite là-bas à l'automne.

QUESTION - Monsieur le Président de la République, votre coup de fil à M. POUTINE a créé des remous, est-ce que vous pourriez nous donner votre explication ?

LE PRESIDENT - Il n'y avait vraiment pas de quoi s'énerver, franchement. D'abord je voudrais dire que l'ensemble de ceux qui regardent la question des élections en Russie savent parfaitement quelle est la popularité de M. POUTINE en Russie. Et personne de sérieux ne peut contester l'idée qu'il ait gagné les élections. Personne non plus, moi le premier, ne conteste qu'il y ait eu des problèmes et je l'ai dit à M. POUTINE. J'aimerais attirer votre attention sur un point. Il serait curieux de faire, comme je l'ai fait, comme la Chancelière d'ailleurs, à de multiples reprises, appel à la Russie pour nous aider à peser sur l'Iran, appel à la Russie pour nous aider à trouver des solutions sur différentes crises internationales du monde, et considérer qu'il est anormal que j'appelle M. POUTINE. J'ajoute que vous-même il vous arrive de changer. Vous aviez quasiment unanimement décrit mon voyage d'il y a quelques semaines à Moscou comme dur, parce que j'avais vu les ONG et posé à M. POUTINE les vraies questions sur la Tchétchénie,

sur la Géorgie, sur les journalistes, sur les répressions des manifestations d'homosexuels. Excusez-moi, je pense que ce sont là des questions beaucoup plus structurelles que celle de savoir si je l'ai appelé ou pas après qu'il ait gagné les élections, ce que personne de sérieux ne conteste. Merci infiniment, mais si vous voulez nous suivre, vous êtes les bienvenus pour cette exposition absolument remarquable, et je suis vraiment heureux de pouvoir m'y rendre avec Angela.